

## DECLARATION DE LA CAUSE COMMUNE POUR LA LIBERATION TOTALE DU CONGO

**Trop c'est trop !** Depuis plusieurs décennies, la République Démocratique du Congo (RDC) est le théâtre d'une tragédie humaine sans nom et ce, malgré les interventions nombreuses et multiformes de la Communauté Internationale. **Depuis les années 90 à nos jours**, les viols et massacres de nos populations sont restés impunis. Les pertes en vies humaines pourraient égaler ou dépasser celles de la deuxième guerre mondiale.

**La Cause Commune** déplore et condamne avec véhémence le climat d'insécurité généralisée que des **gouvernements étrangers et leurs alliés congolais** entretiennent à l'Est du pays et qui profite principalement à certains politiciens congolais et aux intérêts commerciaux d'autres nations.

Aujourd'hui, de larges bandes de terres allant de l'**Ituri à Beni**, et de Beni à **Minembwe**, en passant par l'Est de **Walikale**, les hauts plateaux de **Masisi**, de **Kalehe**, de **Kabare**, de **Mwenga** et de **Shabunda**, ont été largement évacuées par les autochtones terrorisés pour accommoder des fermes, plantations et mines des groupes mafieux et leur main-d'œuvre importée des pays voisins. Les populations locales sont forcées de vendre leurs terres, un fusil à leurs tempes. Les populations importées y établissent des villages et mènent des activités commerciales diverses au vu et au su des armées congolaises et onusiennes, au nom de la paix : une insécurité bien sécurisée, une instabilité totalement stable, indéfinie.

Certains chefs traditionnels des régions occupées ont été dépouillés de tout, forcés de vivre loin de leurs territoires, de leurs peuples et de leurs cours, **brisant ainsi toute la structure coutumière et culturelle des communautés locales**. Certains d'entre eux avaient dû accepter, pour leur survie économique et politique, d'adhérer au parti du président en place. Jean-Pierre Mpandi **Kamwina Nsapu** osa dire non et périt avec beaucoup des siens. D'autres chefs décidèrent de s'accrocher aux croyances de leurs ancêtres, de rester en bloc en dehors de la petite médiocrité importée d'un petit pays voisin, et de préserver plutôt leur identité dans le **Bundu Dia Kongo**. Ils furent massacrés sans merci et sans procès. Des déplacements massifs des populations autochtones ont amené certains à vivre indéfiniment dans des camps de déplacés internes, comme **des réfugiés dans leur propre pays**.

Sous le prétexte d'une rébellion libératrice, des prédateurs étrangers avaient mis en œuvre un travail minutieux de décentralisation nationale sous les yeux de politiciens naïfs ou mesquins. Les provinces ont été subdivisées en provincettes avec une multitude de communes, chacune avec toutes sortes d'assemblées et de bureaucraties. Au lieu de construire des routes et des ponts, **le budget national ne sert plus qu'à payer les salaires des politiciens**.

**Au Congo, les politiciens sont devenus une classe sociale**. En général, ils ne se battent pas pour une idéologie quelconque mais pour un emploi et un salaire. Le peuple est pour eux un tremplin pour se hisser plus haut dans la classe sociale et un marchepied pour une

prédation profonde des richesses nationales. Les notions de pouvoir, de démocratie, de service, etc. sur lesquelles se fonde tout système politique ont été prostituées et redéfinies à leur avantage. Le Président, par exemple, l'ultime serviteur du peuple, se comporte comme un roi aux pouvoirs illimités et totalitaires. Et tous ses acolytes, oiseaux de même plumage, flibustiers politiques, participent à tous les niveaux au même gangstérisme d'Etat. On prétend dégommer Saint Pierre de la tête de l'Etat pour en fait superposer Saint Paul, dans une mystification politique qui restera un cas d'étude unique en son genre dans l'histoire mondiale des gouvernements ! ***Depuis 1960, les mêmes figures se marient, divorcent, se combattent puis se remarient. Et le peuple, affamé et à genoux, continue sa longue marche dans un tunnel noir où même le soleil est un mythe !*** Il ne sait même pas, ce peuple, où on l'emmène, quel destin l'attend, qui tire les ficelles, et pourquoi. ***Ce peuple en a marre !***

**La Cause Commune dénonce et condamne tous les contrats d'achats massifs des terres** qui ont été signés dans cette région de l'Est, dans lesquels la partie qui achetait avait l'arme à la main et la partie qui vendait se sentait encerclée, terrorisée ou poussée au désespoir par l'insécurité généralisée entretenue à dessein.

**La Cause Commune rejette en bloc les accords politiques signés à Sun City en 2002 et à Nairobi en 2013** dont l'objectif réel était la ***décentralisation totale suivie par la balkanisation*** (diviser pour régner) et dont le visage trompeur était de ramener une soi-disant paix au Congo mais dont la conséquence réelle a été d'infiltrer des forces négatives au sein de notre armée et de l'administration de notre territoire.

Devant la loi, ***tout contrat signé sous la contrainte***, en l'occurrence une menace de mort, ***est invalide***. C'est le cas des accords précités de Sun City et Nairobi. **La Cause Commune** déclare aussi tous les contrats de terres signés dans la région insécurisée depuis les années 1990 nuls et nonavenus et demande qu'il soit permis aux propriétaires originels de ces terres de rentrer dans leurs droits.

**La Cause Commune** invite le peuple à prendre son destin en mains pour remettre le pays sur ses rails: défendre la mémoire de ses héros et martyrs, de **Patrice Lumumba** à **Armand Tungulu**, **demander à tous les imposteurs et à toute la médiocrité de dégager, faire table rase de tout**, et exercer, si nécessaire, ses droits constitutionnels à sa **légitime défense**.

**LA CAUSE COMMUNE**